



Paris, le 10 janvier 2020

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **A quand le retour de la compétitivité du secteur agricole français ?**

Le 17 décembre 2019 sont parus les comptes nationaux prévisionnels de l'agriculture pour l'année 2019. Ils annoncent, après la reprise timide du secteur sur les deux dernières années, des résultats alarmants sur la plupart des productions.

En effet, le résultat brut de la branche agricole se replie de -6,6 % en passant de 28,1 en 2018 à 26,2 milliards d'euros en 2019 sous les effets conjugués de la baisse des volumes et des prix, et de la hausse des consommations intermédiaires. La sécheresse de 2018, associée à la hausse des charges, a été déterminante dans ces résultats.

Les résultats des exploitations par orientation technico-économique de l'année 2018 ont également été publiés. Ils montrent une forte dispersion entre les exploitations : près de 30 % ont un résultat courant par actif non salarié (RCAI) de moins de 10 000 euros.

Globalement, ces résultats démontrent que la reprise n'aura été que de courte durée après les années de crise exceptionnelle de 2015 et 2016. Après un simple rattrapage du niveau d'avant la crise, les résultats repartent déjà à la baisse.

De plus, la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation de ce jour confirme les tendances déjà révélées au cours de l'année : le solde avec l'Union européenne est structurellement déficitaire. En 2019, comme lors des deux années précédentes, l'excédent agroalimentaire provient exclusivement des échanges avec les pays tiers. Les performances à l'export (+ 21 % par rapport à 2018) dissimulent ainsi des dynamiques de perte de compétitivité des filières françaises au sein de l'Union Européenne.

La FNSEA réitère les messages que déjà nombre d'acteurs ont porté cette année, et qu'elle avait mis en avant aux côtés de l'ANIA et de Coop de France à l'occasion de sa contribution au Pacte Productif en 2019 : les filières agricoles et agroalimentaires françaises perdent des parts de marché en France, et dans l'Union européenne. Notre place dans le commerce mondial recule. Il est donc urgent que le Gouvernement français opère des choix stratégiques, tant sur le plan réglementaire qu'en matière d'accompagnement de l'investissement pour améliorer à la fois le revenu des producteurs et leur capacité à répondre aux demandes des consommateurs.

#### **Contact presse :**

**FNSEA** : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 - [marion.fournier@reseaufnsea.fr](mailto:marion.fournier@reseaufnsea.fr)